

BPI France Salon de l'agriculture

Metz

Les finances publiques recrutent leurs nouveaux agents

L'administration fiscale a besoin de bras en Moselle. De beaucoup de bras aussi en France. Elle passe toujours par les concours, mais aussi la voie contractuelle, l'apprentissage et vient de s'associer dans un partenariat avec l'IAE Metz pour attirer dans ses services.

Par **Frédéric CLAUSSE** - Hier à 06:30 - Temps de lecture : 2 min



Etienne Effa a signé une convention avec Julien Husson, le directeur de l'IAE, pour convaincre les étudiants de passer les concours ou d'entrer par la voie de l'apprentissage.
Photo RL /Frédéric CLAUSSE

« Un niveau historiquement élevé », dit le directeur des finances publiques de la Moselle, Étienne Effa, à propos des besoins en personnels de son administration. La DGFIP (Direction Générale

des Finances Publiques) doit recruter 3 500 nouveaux agents en 2022 pour atténuer le choc de 5 000 départs en retraite. Mais, sans même remplacer tous les partants, elle peine à trouver ses prochains collaborateurs. « On a vécu longtemps sur l'idée d'un ascenseur social » qui ne fonctionne plus du tout aujourd'hui, admet Étienne Effa.

La perte d'attrait du fonctionnariat oblige la DGFIP à changer de stratégie pour peupler ses bureaux. Les classiques admissions sur concours ne suffisent plus et poussent la maison à emprunter la voie de la contractualisation courte (de quelques mois à 3 ans) pour convaincre d'intégrer ses rangs. 32 personnes y ont été sensibles en 2021 pour renforcer les 1 200 agents Mosellans, en donnant un coup de main dans le traitement des dossiers de fonds de solidarité (l'aide directe destinée à compenser les pertes de chiffre d'affaires ou une fermeture imposées par les confinements). Les finances publiques entretiennent cette façon d'embaucher des profils dédiés à l'accueil physique du public ou encore à l'aide dans l'utilisation des moyens numériques. Le contrat aurait l'avantage d'une sorte d'échange gagnant-gagnant en permettant à certaines recrues de travailler près de chez elles tout en amenant un peu de vie sur des sites traversés par une crise des vocations (Hayange, Sarrebourg par exemple).

Débat des lecteurs

5 débatteurs en ligne

Faut-il instaurer un revenu minimum pour tous les jeunes de moins de 25 ans ?

993 votes - [Voir le résultat](#)

**Marie Paule Zussy****NON**

Revenu minimum pour quoi ? Sous quelles conditions ? Pendant combien de temps ? Pas convaincue que le seul revenu minimum pour tous soit la solution. ...**Lire plus** →

Ouvrir la voie de l'apprentissage

Si l'intérêt de la contractualisation réside également dans sa transformation en CDI, la DGFIP pousse le pragmatisme plus loin encore en signant, pas plus tard que ce 8 février, une association avec l'IAE (Institut d'Administration des Entreprises) de Metz pour ouvrir, en plus des habituels concours, la voie de l'apprentissage à des Bac + 2 ou + 3. « Ce qui nous intéresse, c'est l'insertion de nos élèves », assure le directeur de l'école, Julien Husson. Et il conçoit sans problème qu'une part d'entre eux peut trouver son bonheur dans une de ces antennes de Bercy.

Comment ? En faisant connaître les finances publiques à ceux qui n'y pensent pas naturellement et ignorent les possibilités de carrière en favorisant l'intervention de fonctionnaires. Du contact, du vivant, des événements pour modifier le point de vue des étudiants. Un inspecteur des finances à Bac + 3 commence sa carrière sur un salaire annuel net de 27 000 € et un inspecteur principal émarge à 52 000 €. « On est compétitifs », soutient Étienne Effa. « Un jeune à Bac + 5 qui travaille en banque (hors Luxembourg), n'atteint pas ces chiffres », estime Julien Husson.

Economie

Finance et fiscalité



